



**COMPTE-RENDU
DU
COMITE SYNDICAL
DU 03 MARS 2020
18 heures 00**

Date de la convocation : 21 février 2020

Nombre de membres « syndicat » : 25

Nombre de présents « syndicat » : 17

Excusés « syndicat » : 8

Pouvoirs « syndicat » : 2

Nombre de membres « asst » : 20

Nombre de présents « asst » : 13

Excusés « asst » : 7

Pouvoirs « asst » : 1

Nombre de membres « AEP » : 6

Nombre de présents « AEP » : 5

Excusés « AEP » : 1

Pouvoirs « AEP » : 0

Points inscrits à l'ordre du jour

- **Compte administratif 2019 Budget « Orne Aval EP » (20/001) – délégués « syndicat »**
- **Compte de gestion 2019 Budget « Orne Aval EP » (20/002) – délégués « syndicat »**
- **Affectation du résultat Budget « Orne Aval EP » (20/003) – délégués « syndicat »**
- **Budget Orne Aval (Fonct général, ANC et Eaux pluviales) 2020 (20/004) - Délégués « Syndicat »**

- Souscription emprunt 150 000 € budget 465 (20/005) – délégués « syndicat »
- Recours aux services facultatifs proposés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe & Moselle (20/006) – délégués « syndicat »

- Compte administratif 2019 Budget «Assainissement» (20/007) – délégués « assainissement »
- Compte de gestion 2019 Budget « Assainissement » (20/008) – délégués « assainissement »
- Affectation du résultat Budget «Assainissement» (20/009) – délégués « assainissement »
- Budget Assainissement collectif 2020 (20/010) - Délégués « Asst »

- Compte administratif 2019 Budget « Eau » (20/011) – délégués « AEP »
- Compte de gestion 2019 Budget « Eau » (20/012) – délégués « AEP »
- Affectation du résultat Budget « eau » (20/013) – délégués « AEP»
- Budget Eau 2020 (20/014) - Délégués « AEP »

M. le Président ouvre la séance à 18 heures 00 et fait état des délégués absents, excusés et représentés.

Le compte rendu de la séance précédente est accepté à l'unanimité des membres présents.

M. Jean Louis CAMPAGNOLO délégué «Asst » de la commune de sainte Marie aux chênes se porte volontaire comme secrétaire de séance.

Points soumis à délibération

1. **Compte administratif 2019 Budget « Orne Aval EP » (20/001)**
Délégués « syndicat »

Monsieur le président s'étant retiré, le premier vice-président présente au Comité Syndical le compte administratif 2019 d'Orne Aval (Ets 465).

Les délégués « syndicaux » du Comité Syndical en prennent connaissance.

Les délégués « syndicaux » du Comité Syndical, après en avoir délibéré avec 16 voix pour, approuvent le compte administratif 2019 d'Orne Aval (Ets 465).

2. **Compte de gestion 2019 Budget « Orne Aval EP » (20/002)**
Délégués « syndicat »

Monsieur le président d'Orne Aval présente aux délégués du comité syndical le compte de gestion 2019 d'Orne Aval (Ets 465).

Le comité syndical en prend connaissance.

Les délégués du Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuvent le compte de gestion 2019 du budget « orne aval Ets 465 ».

3. Affectation du résultat Budget « Orne Aval EP » (20/003)

Délégués « syndicat »

M. le président rappelle aux délégués du Comité Syndical que ces derniers viennent d'approuver à l'unanimité le Compte Administratif 2019 qui présente, d'une part un excédent d'exploitation de 380 396.67 € et d'autre part, un déficit d'investissement de 5 746.92 €.

Les délégués du Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, affectent le compte de résultat 2019 d'orne Aval - Ets 465 comme suit :

Section de fonctionnement :

Article R002 : 217 122.82 €

Section d'investissement :

Article D001 : 5 746.92 €

Article R 1068 : 163 273.85 €

----- Arrivée de M. Lamorlette -----

4. Budget Orne Aval (Fonct général, ANC et Eaux pluviales) 2020 (20/004)

Délégués « Syndicat »

Monsieur le président présente au Comité Syndical le budget primitif 2020 d'Orne Aval EP qui s'équilibre comme suit :

Section d'exploitation :

Dépenses : 1 780 064.41 €

Recettes : 1 780 064.41 €

Section d'investissement :

Dépenses : 447 826.78 €

Recettes : 447 826.78 €

Les délégués « syndicat » du Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuvent le budget primitif 2020 d'Orne Aval EP.

5. Souscription emprunt 150 000 € budget 465 (20/005)

Délégués « syndicat »

Monsieur le président explique aux délégués « syndicaux » que, tel qu'expliqué au BP, le budget « syndicat » prévoit divers travaux d'investissements.

Il propose donc de souscrire un emprunt afin de faire face à ces dépenses.

Les délégués « syndicaux » prennent connaissance des diverses propositions reçues.

Le projet de contrat de la caisse d'épargne retenu, est le suivant :

Montant : 150 000 €

Durée : 20 ans

Nature du taux : Fixe

Taux d'intérêt : 1.00%

Amortissement : progressif

Base de calcul : 30/360

Périodicité d'échéance : Trimestrielle

Montant de l'échéance : 2 071.08 €

Commissions et frais de dossiers : 200 €

Les délégués « syndicaux », et à l'unanimité, après en avoir délibérés à la majorité, autorisent le Président à signer l'emprunt avec la caisse d'épargne, autorisent le Président à procéder sans autre délibération aux demandes de versement des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues par le contrat de crédit de la caisse d'épargne, et disent que cette souscription d'emprunt est retranscrite sur le BP « syndicat » 2020

6. Recours aux services facultatifs proposés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe & Moselle (20/006)
Délégués « syndicat »

Les centres de gestion de la fonction publique territoriale sont des établissements publics administratifs départementaux, auxquels sont affiliés obligatoirement les collectivités et établissements territoriaux employant moins de 350 fonctionnaires à temps complet.

Les autres collectivités et établissements territoriaux peuvent s'y affilier à titre volontaire.

Un centre de gestion assure pour l'ensemble des agents des collectivités et établissements qui lui sont affiliés, un certain nombre de missions obligatoires définies à l'article 23 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale : organisation de concours de recrutement et d'examens professionnels d'évolution de carrière, publicité des créations et vacances d'emplois (bourse de l'emploi territorial départemental), fonctionnement des instances de dialogue social (commissions administratives paritaires, comité technique), secrétariat des instances médicales (commission de réforme, comité médical), calcul du crédit de temps syndical et remboursement des charges salariales y afférant, reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, etc.

Ces missions obligatoires sont financées par une cotisation obligatoire payée par les collectivités et établissements affiliés. Elle est assise sur la masse des rémunérations versées aux agents des collectivités et

établissements concernés, telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Le taux de cette cotisation est fixé annuellement par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion dans la limite du taux maximum de 0,8 %.

S'agissant du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, cette cotisation est fixée au taux de 0,8 %.

Le centre de gestion peut également proposer des missions facultatives, telles que listées par les articles 24 à 26-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Ces missions facultatives sont financées soit sur la base d'une cotisation additionnelle, soit dans des conditions fixées par convention.

A compter de 2019, les missions facultatives jusqu'alors assurées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle ont été reprises au sein d'une société publique locale (SPL) créée par les communes et leurs groupements.

Plusieurs raisons ont présidé à cette mutation de la structure juridique soutenant les missions facultatives :

- risque lié à ce que certaines missions facultatives interviennent dans un champ concurrentiel, ce qui entraîne une question d'équité de traitement, les centres de gestion n'étant assujettis ni à la TVA, ni à l'impôt, en raison de leur statut d'établissement public administratif
- lourdeur conséquente des procédures administratives entravant le développement des missions facultatives.

N'assurant plus de missions facultatives, le centre de gestion a notamment cessé de lever la cotisation additionnelle de 0.4 % assise sur la masse salariale (cette cotisation avait d'ailleurs cessé d'être levée depuis juillet 2018 pour permettre aux collectivités et établissements de souscrire des parts sociales et d'accéder ainsi aux services de la SPL).

Cependant, le préfet de Meurthe-et-Moselle a envoyé aux collectivités du département le 31 décembre 2019, un courrier relatif aux irrégularités supposées de la structure juridique de la Société Publique Locale IN-PACT GL créée le 15 décembre 2018.

Dans le souci de continuer à proposer les missions aux collectivités tout en laissant le temps aux organes de décision de la SPL d'apprécier s'il convient ou pas de consolider les statuts de la société publique, le conseil d'administration du centre de gestion a, par délibération du 27 janvier 2020, décidé la mise en place d'une mesure conservatoire en réintégrant les activités de la SPL au CDG, à l'exception du RGPD. Il s'agit également de sécuriser les emplois de la trentaine d'agents concernés.

Considérant qu'il s'agit de missions facultatives et conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions

statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la collectivité ou l'établissement public territorial qui souhaite accéder à ces missions doit signer une convention qui organise les modalités juridiques et dispositions financières encadrant les interventions du centre de gestion.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle a en effet choisi de ne pas remettre en place la cotisation additionnelle de 0.4%, mais dans le même esprit que la SPL, de proposer aux collectivités de sélectionner les services auxquels elles souhaitent adhérer en signant les conventions adéquates.

Ainsi, le centre de gestion propose 10 conventions de missions facultatives réparties entre :

- des missions régulières s'inscrivant dans la durée et concernant l'ensemble des agents de la collectivité

-Une convention **Forfait de base** recouvrant une veille en gestion des carrières, un conseil statutaire individualisé, des conseils pour la mise en place des outils de gestion des ressources humaines, l'analyse des accidents du travail et des maladies professionnelles, la mise à disposition d'une mutuelle santé pour les salariés et l'animation d'un réseau des Assistants et Conseillers en Prévention (ACP).

-Une convention **Mission de médecine professionnelle et préventive** pour assurer la surveillance médicale des agents **ou** une convention **Forfait Santé** recouvrant la surveillance médicale des agents, des actions sur le milieu professionnel, des interventions individualisées suite à avis médical, le conseil à l'autorité territoriale pour la gestion de la situation individuelle, ainsi qu'aux agents concernés (dans les conditions convenues entre avec l'autorité territoriale), et l'accompagnement dans la sollicitation de l'avis des différents organismes statutaires compétents en santé au travail (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail/Comité Social Territorial, Comité médical départemental, Commission de réforme).

-Une convention **Forfait de gestion des dossiers d'assurance statutaire** pour le suivi des dossiers de demandes de remboursement liés aux sinistres inclus dans les garanties du contrat d'assurance statutaire souscrit auprès du centre de gestion

-Une convention **Forfait de gestion des dossiers d'assurance prévoyance** pour suivre les adhésions individuelles et les dossiers de demandes de prestations dans le cadre d'une convention signée avec le centre de gestion

-Une convention **Forfait retraite, réservé aux collectivités de plus de 40 agents**, recouvrant le montage des dossiers et l'étude du droit à départ en retraite, la simulation de pension, la demande de mise en œuvre de la liquidation de pension et l'information personnalisée aux agents concernés

-Une convention **Mission d'assistance à l'établissement des paies des agents**

-Une convention **Mission Personnel temporaire** permettant la mise à disposition d'agents (équivalent d'un service intérimaire)

-Une convention **Mission Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au**

Travail (CISST).

-des missions ponctuelles réalisées au cas par cas, répondant à une demande particulière de la collectivité dans le cadre d'une **Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles**.

Cette convention permet d'accéder à des prestations facturées à l'acte comme par exemple le montage de dossier de retraite, les campagnes de vaccination (anti-grippe, leptospirose...), la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels, la médiation et la gestion des conflits, la valorisation des archives, etc.

L'ensemble de ces prestations sont décrites dans le catalogue qui a été mis à disposition des membres de la présente assemblée.

Les conditions financières d'accès à ces missions facultatives sont les suivantes :

Convention Forfait de base	61.00€ par salarié* et par an Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible au plus tard le 30 septembre pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivante
Convention Mission Médecine professionnelle et préventive	Facturation des visites médicales programmées 99.00 € TTC / tarif minoré de 10% pour les collectivités assurées au risque maladie ordinaire dans le cadre du contrat assurance, soit 90.00 € Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivante
Convention Forfait santé	79.20€ par salarié* et par an / tarif minoré de 10% pour les collectivités assurées au risque maladie ordinaire dans le cadre du contrat assurance, soit 72.00 € TTC Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivante
Convention Gestion des dossiers d'assurance statutaire	8/92 ^{ème} de la prime annuelle versée à l'assureur, calculée sur la base assiette N-1 Durée de la convention jusqu'au 31/12/2022 (correspondant à la durée des contrats d'assurance garantissant les risques statutaires) Résiliation possible chaque année, au plus tard le 30 juin, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivant
Convention Gestion des dossiers	6.00 € par salarié* et par an Durée de la convention jusqu'au 31/12/2024 (correspondant à la durée du contrat collectif de

d'assurance risque prévoyance	garanties de protection sociale complémentaire au titre du risque « Prévoyance » au profit des agents) Résiliation possible chaque année, au plus tard le 30 juin, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivant
Convention Gestion des dossiers retraites pour les collectivités de plus de 40 agents	6.90 € par salarié* et par an Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivante
Convention Assistance paie	Tarif mensuel dégressif : De 1 à 10 paies 15.00 € par fiche de paie De 11 à 20 paies 12.00 € par fiche de paie A partir de 21 paies 9.60 € par fiche de paie Paramétrage du logiciel : facture en fonction du devis COSOLUCE Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivante
Convention Personnel temporaire	Tarif mensuel : 12.25% du traitement indiciaire brut de l'agent (facturation mensuelle) Au recrutement : 210.00 € de frais de dossier Dans le cas où aucun candidat présenté ne serait retenu (par le biais du service de remplacement) : 166.00 Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026
Convention Mission Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au Travail	Tarif annuel selon l'effectif déclaré au 01 janvier : De 1 à 19 agents : 1 656.00 € De 20 à 49 agents : 2 484.00 € De 50 à 149 agents : 3 519.00 € A partir de 150 agents : 5 175.00 € Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivante
Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles	Intervention après validation d'un devis établi, en fonction du besoin et de la complexité de la mission, sur la base d'un tarif horaire : Frais de gestion : 51.00 € Consultant : 60.00 € Expert : 69.00 € Manager : 78.00 € Senior : 114.00 €

	Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible au plus tard le 30 septembre pour une date d'effet de la résiliation au 1er janvier de l'année suivante
Vaccination antigrippale	prix du vaccin + 17.10 €
Vaccination leptospirose	165.00 €
Examen spirométrie	33.00 €

*La notion de salarié correspond à l'électeur en CAP ou en CCP pour le dernier scrutin.

Pour les tarifs annuels, en cas de souscription en cours d'année, le montant total annuel est dû.

La tarification de toute prestation supplémentaire/complémentaire à celles prévues à la convention est réalisée sur demande de devis, sur la base d'un tarif horaire défini en fonction du besoin et de la complexité de la mission :

Frais de gestion	51.00 €
Consultant	60.00 €
Expert	69.00 €
Manager	78.00 €
Senior	114.00 €

Le Président expose que la signature des conventions suivantes compléterait utilement la gestion des ressources humaines de la collectivité/de l'établissement :

- € Convention Forfait de base
- € Convention Mission Médecine professionnelle et préventive **OU**
Convention Forfait Santé
- € Convention Gestion des dossiers d'assurance statutaire
- € Convention Gestion des dossiers d'assurance risque prévoyance

- € Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles
- € Convention Personnel temporaire

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

M. le Président propose à l'assemblée de l'autoriser à signer les conventions figurant en annexe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, les délégués « syndicaux » du comité syndical décident d'autoriser Président à signer les conventions d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, figurant en annexe de la présente délibération, ainsi que les actes subséquents (convention complémentaire, proposition d'intervention, formulaires de demande de mission, etc.).

7. Compte administratif 2019 Budget «Assainissement» (20/007)

Délégués « assainissement »

Monsieur le président s'étant retiré, le premier vice-président présente aux délégués « asst » du Comité Syndical le compte administratif 2019 de la régie Assainissement.

Les délégués « asst » du Comité Syndical en prennent connaissance.

Les délégués « asst » du Comité Syndical, après en avoir délibéré avec 12 voix pour, approuvent le compte administratif 2019 de la régie assainissement – Ets 468.

8. Compte de gestion 2019 Budget « Assainissement » (20/008)

Délégués « assainissement »

Monsieur le président d'Orne Aval présente aux délégués « asst » du comité syndical le compte de gestion 2019 de la régie Assainissement.

Les délégués « asst » comité syndical en prennent connaissance.

Les délégués « asst » du Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuvent le compte de gestion 2019 de la régie Assainissement – Ets 468.

9. Affectation du résultat Budget «Assainissement» (20/009)

Délégués « assainissement »

M. le président rappelle aux délégués « asst » du Comité Syndical que ces derniers viennent d'approuver à l'unanimité le Compte Administratif 2019 qui présente, d'une part un excédent d'exploitation de 859 484.43 € et d'autre part, un excédent d'investissement de 49 873.95 €.

Les délégués « asst » du Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, AFFECTENT le compte de résultat 2019 de la régie assainissement –Ets 468 comme suit :

Section de fonctionnement :

Article R002 : 721 878.51 €

Section d'investissement :

Article R001 : 49 873.95 €

Article R1068 : 137 605.92 €

10. Budget Assainissement collectif 2020 (20/010)

Délégués « Asst »

Monsieur le président présente au Comité Syndical le budget primitif 2020 de la régie Assainissement qui s'équilibre comme suit :

Section d'exploitation :

Dépenses : 3 388 878.51 €

Recettes : 3 388 878.51 €

Section d'investissement :

Dépenses : 1 584 218.47 €

Recettes : 1 584 218.47 €

Les délégués « asst » du Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuvent le budget primitif 2020 de la régie Assainissement (Ets 468).

11. Compte administratif 2019 Budget « Eau » (20/011)

Délégués « AEP »

Monsieur le président s'étant retiré, le deuxième vice-président présente aux délégués « eau » du Comité Syndical le compte administratif 2019 « Budget eau ».

Les délégués « eau » du Comité Syndical en prennent connaissance.

Les délégués « eau » du Comité Syndical, après en avoir délibéré avec 4 voix pour, approuvent le compte administratif 2019 du budget « eau ».

12. Compte de gestion 2019 Budget « Eau » (20/012)

Délégués « AEP »

Monsieur le président d'Orne Aval présente aux délégués « eau » du comité syndical le compte de gestion 2019 du budget « eau ».

Les délégués « eau » du comité syndical en prennent connaissance.

Les délégués « eau » du comité syndical, après en avoir délibérés, à l'unanimité, approuvent le compte de gestion 2019 du budget « eau ».

13. Affectation du résultat Budget « eau » (20/013)

Délégués « AEP »

M. le président rappelle aux délégués « eau » du Comité Syndical que ces derniers viennent d'approuver à l'unanimité le Compte Administratif 2019 qui présente, d'une part un excédent d'exploitation de 307 368.65 € et d'autre part, un excédent d'investissement de 64 680.17 €.

Les délégués « eau » du Comité Syndical, légalement convoqués, après en avoir délibéré à l'unanimité, AFFECTENT le compte de résultat du budget « eau » comme suit :

Section de fonctionnement :

Article R002 : 307 368.65 €

Section d'investissement :

Article R001 : 64 680.17 €

14. Budget Eau 2020 (20/014)

Délégués « AEP »

Monsieur le président présente aux délégués « eau » du Comité Syndical le budget primitif 2020 de l'eau qui s'équilibre comme suit :

Section d'exploitation :

Dépenses : 1 996 733.65 €

Recettes : 1 996 733.65 €

Section d'investissement :

Dépenses : 746 893.16 €

Recettes : 746 893.16 €

Les délégués « eau » du Comité Syndical, après en avoir délibérés à l'unanimité, approuve le budget primitif 2020 de l'eau (Ets 469).

Le président lève la séance à 19h30

Le secrétaire de séance,
M. Jean Louis CAMPAGNOLO
Délégué « Asst » de Ste Marie aux chênes



Le président d'Orne Aval,
M. Lionel GERARD.



